



CHAPITRE 95

CHAPTER 95

Loi modifiant la charte de la ville d'East-Angus

An Act to amend the charter of the town of East Angus

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

[Assented to, the 18th of December, 1952]

Préambule.

ATTENDU que la ville d'East-Angus a, par sa pétition, représenté:

Que dans son intérêt et celui des contribuables, ainsi que pour la bonne administration de ses affaires, il convient de lui accorder de plus amples pouvoirs que ceux qu'elle possède déjà sous l'autorité de sa charte, la loi 2 George V, chapitre 72, telle que modifiée par les lois 10 George V, chapitre 102; 21 George V, chapitre 133; 13 George VI, chapitre 93, 14 George VI, chapitre 115 et 14-15 George VI, chapitre 94, et aussi d'apporter de nouvelles modifications, pour ladite ville, à la Loi des cités et villes, et pour d'autres fins;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Évaluation fixe autorisée.

1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, tout contrat ou règlement à ce contraire, la corporation de la ville d'East-Angus est autorisée à fixer l'évaluation de tous les terrains, bâtisses industrielles, machinerie et accessoires que Thomas Bonar & Co. (Canada) Limited possède actuellement ou pourra acquérir, occuper, ériger ou installer dans la municipalité d'ici le 1er janvier 1953, à la somme de trente-huit mille dollars pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 1953,

Preamble

WHEREAS the town of East Angus has, by its petition, represented:

That in its interest and that of the ratepayers, as well as for the good administration of its affairs, it is expedient to grant to it more extensive powers than those it already possesses under its charter, the act 2 George V, chapter 72, as amended by the acts 10 George V, chapter 102; 21 George V, chapter 133, 13 George VI, chapter 93, 14 George VI, chapter 115 and 14-15 George VI, chapter 94, and also to make new amendments, for the said town, to the Cities and Towns Act, and for other purposes;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Fixed valuation authorized.

1. Notwithstanding and general law or special act, contract or by-law to the contrary, the corporation of the town of East Angus is authorized to fix the valuation of all lands, industrial buildings, machinery and accessories which Thomas Bonar & Co. (Canada) Limited now owns or may acquire, occupy, erect or install within the municipality on or before the 1st of January, 1953, at the sum of thirty-eight thousand dollars for a period of ten years from and after January 1st,

et cette évaluation servira de base à l'imposition des taxes municipales et scolaires tant générales que spéciales de ladite compagnie.

1953, and such valuation shall serve as the basis for the imposition of municipal and school taxes, both general and special, on the said company.

Lot distinct.

2. Dans la ville d'East-Angus, aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

2. No building permit shall be granted in the town of East Angus, unless the land on which each proposed building is to be erected forms a separate lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited according to article 2175 of the Civil Code.

Separate lot.

"construction".

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction avec ses dépendances.

In the above provision, the word "building" shall designate a structure with its appurtenances.

"building".

Exception.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture.

The provisions of this section shall not apply to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation.

Exception.

Taxe sur certains colporteurs.

3. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le conseil municipal peut à sa discrétion imposer et prélever un droit annuel au moyen d'une taxe ou licence ne devant pas excéder trois cents dollars sur tout colporteur de matériel pouvant servir à vêtir, coiffer, chausser, orner et couvrir, faisant affaires à l'aide d'un véhicule automobile ou tout autre moyen de transport, le tout, cependant, sujet aux dispositions de la Loi des licences de Québec. Ce droit annuel pourra être plus élevé de cinquante pour cent pour ceux qui ne résident pas dans ladite municipalité.

3. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the municipal council may, at its discretion, impose and levy an annual duty by means of a tax or license, not exceeding three hundred dollars, on every peddler of materials which may be used as clothing, headwear, footwear, ornaments and coverings, doing business with the help of a motor vehicle or any other means of transportation, the whole, however, subject to the provisions of the Quebec License Act. Such annual duty may be fifty per cent greater for persons not resident in the said municipality.

Tax on certain peddlers.

S.R., c. 233, a. 48, remp. pour la ville.

4. L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville d'East-Angus, par le suivant:

4. Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, by the following:

R.S., c. 233, s. 48, replaced for town.

Maire.

48. Le maire est élu pour trois années à la majorité des électeurs municipaux ayant voté.

48. The mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted.

Mayor.

Élection par le conseil.

Néanmoins, si le conseil municipal passe un règlement à cet effet à la majorité des deux tiers de ses membres, le maire peut être élu pour trois années par le conseil municipal et, dans ce cas, l'élection est régie par les dispositions des articles 342, 343 et 344.

Nevertheless, if the municipal council adopts, by a majority of two-thirds of its members, a by-law to that effect, the mayor may be elected by the municipal council for three years, and in such case the election shall be governed by the provisions of sections 342, 343 and 344.

Election by council.

Application.

Le présent article n'aura d'application que pour la prochaine élection à la mairie tenue après l'entrée en vigueur de la présente loi."

This section shall apply only to the next election for mayor held after the coming into force of this act."

Application.

S.R.,
c. 233,
a. 64,
ramp.
pour la
ville.
Services
gratuits.

5. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville d'East-Angus, par le suivant :

"**64.** Le maire et les échevins ne reçoivent pour leur services, ni salaire, ni profit, ni indemnité sous quelque forme que ce soit.

Frais de
représen-
tation.

Le conseil peut néanmoins, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une somme annuelle ne devant pas excéder mille dollars pour le maire et cinq cents dollars pour chaque échevin, mais ce règlement n'entrera en vigueur et n'aura d'effet qu'après avoir été approuvé par la majorité des propriétaires qui ont droit de vote aux élections municipales et ce vote sera pris suivant les formalités établies pour l'approbation d'un règlement par les électeurs. De plus, cette somme ne sera accordée qu'aux maire et échevins ayant assisté à au moins les deux tiers des assemblées régulières du conseil. Cette somme sera considérée comme frais de représentation."

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la ville.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville d'East-Angus, en ajoutant après l'article 429, l'article suivant :

Billet
d'assigna-
tion.

"**429a.** Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant telle infraction peut soit porter une plainte ou faire émettre une sommation suivant la loi, soit préparer un avis ou billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction et remettre tel document au conducteur du véhicule ou le déposer dans ou sur un endroit apparent dudit véhicule, ou le déposer à la poste à l'adresse du propriétaire enregistré du véhicule. Dans ce dernier cas, tout tel propriétaire ou conducteur de véhicule peut éviter qu'une plainte ne soit prise contre lui en se présentant au bureau du greffier de la Cour du recorder et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le greffier de la Cour du recorder, ou toute personne autorisée par lui, libère ladite personne de toute autre

5. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of East-Angus, by the following :

"**64.** The mayor and aldermen shall not receive any salary, profit or indemnity, in any form whatsoever, for their services.

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

Services
gratuits.

Nevertheless the council may, by a two-thirds vote of the aldermen, enact a by-law to provide an annual sum of not more than one thousand dollars for the mayor and five hundred dollars for each alderman, but such by-law shall only have force and effect after the same is approved by the majority of proprietors, who are entitled to vote at municipal elections, and such vote shall be taken in the manner provided for the approval of by-laws by the electors. Furthermore, such sum shall only be granted to the mayor and aldermen who have attended at least two-thirds of the regular meetings of the council. Such sum shall be considered as costs of entertainment."

Entertainment
costs.

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town of East-Angus, by adding, after section 429, the following section :

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic or public safety, the peace officer to whom notice of such infraction has come may either lodge a complaint or cause a summons to issue according to law, or prepare an advice or notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver such document to the driver of the vehicle or deposit it in a conspicuous place on the said vehicle or mail it addressed to the registered owner of the vehicle. In the latter case, any such owner or driver of a vehicle may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the clerk of the Recorder's Court and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the clerk of the Recorder's Court or by any person authorized by him, shall free the said person from any other penalty in con-

Notice of
summons.

pénalité relative à l'infraction par elle commise, en autant que la corporation de la ville d'East-Angus est concernée.

Plainte.

Si la personne qui a reçu cet avis refuse ou néglige de s'y conformer, dans le délai qui y est mentionné, la ville peut porter contre elle une plainte, conformément à la loi."

S.R.,
c. 233,
a. 523,
remp.
pour la
ville.

7. L'article 523 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville d'East-Angus, par le suivant:

Taxes sur:

"523. Le conseil peut imposer et prélever annuellement:

Fonds de marchandises, etc.

1° Sur tout fonds de marchandises ou tous effets de commerce tenus par des marchands ou des commerçants et exposés en vente dans des magasins, ou gardés dans des voûtes, entrepôts, ou hangars; sur tout clos ou dépôt de bois brut, scié ou manufacturé, et sur tout clos ou dépôt de charbon ou de tous autres articles de commerce gardés pour la vente, une taxe n'excédant pas un pour cent sur la valeur moyenne estimée desdits fonds de marchandises ou autres effets de commerce;

Locataires.

2° Sur tout locataire payant loyer dans la municipalité une taxe n'excédant pas dix centins par dollar sur le montant du loyer ou de la valeur annuelle de la propriété inscrite sur le rôle d'évaluation.

Occupants.

Toute personne occupant une propriété ou partie de propriété dont elle n'est ni propriétaire ni locataire, est tenue au paiement de cette taxe."

S.R.,
c. 233,
a. 525,
remp.
pour la
ville.
Capitation.

8. L'article 525 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville d'East-Angus, par le suivant:

"525. Le conseil peut imposer et prélever sur tout habitant du sexe masculin, âgé de vingt et un ans et plus, qui réside dans la municipalité depuis au moins trois mois et qui n'est chargé d'aucune taxe en vertu de la présente loi, une taxe annuelle de cinq dollars."

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

nection with the infraction committed by him, in so far as the corporation of the town of East Angus is concerned.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint may be lodged against him by the town, according to law."

Complaint.

7. Section 523 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of East Angus, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 523,
replaced
for town.

"523. The council may impose and levy annually:

Tax on:

1. On the stock in trade or articles of commerce of all descriptions kept by merchants and dealers and exposed for sale in shops, or kept in vaults, warehouses or store-houses; on all yards or depots for rough, sawn or manufactured wood or lumber; and on all yards or depots for coal or other articles of commerce kept for sale, a tax of not more than one per cent of the estimated average value of such stock in trade or other articles of commerce;

Stock in trade, etc

2. On all tenants paying rent in the municipality, an annual tax of not more than ten cents in the dollar on the amount of their rent or of the annual value of the property as entered on the valuation roll.

Tenants.

Every person, occupying property or part of any property of which he is neither the owner nor the lessee, shall be liable for the payment of such tax."

Occupants.

8. Section 525 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of East Angus, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 525,
replaced
for town

"525. The council may impose and levy on every male inhabitant of the age of twenty-one years and over, who has resided in the municipality for at least three months and who is not liable to the payment of any tax under this act, an annual tax of five dollars."

Poll-tax.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.